

Audience publique du 7 août 2007
=====

Requête en sursis à exécution
sinon en institution d'une mesure de sauvegarde introduite par
la société anonyme X. s.a. et consorts
contre une décision du ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
en matière d'autorisation d'établissement

ORDONNANCE

Vu la requête déposée le 24 juillet 2007 au greffe du tribunal administratif par Maître François MOYSE, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de :

1. la société anonyme X. s.a., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction ;
2. la société à responsabilité limitée Y. s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son gérant actuellement en fonction ;
3. Monsieur ..., cabaretier, demeurant à L-...,

tendant au sursis à exécution de *décisions* datées des 18 mai et 9 juillet 2007, prises par le ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, par lesquelles les sociétés X. et Y. se sont vues retirer l'agrément pour l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques et subsidiairement à l'institution d'une mesure de sauvegarde consistant également dans la suspension de l'exécution des deux *décisions* précitées jusqu'à ce qu'une décision au fond soit intervenue concernant le recours en réformation sinon en annulation déposé le même jour, inscrit sous le numéro 23260 du rôle ;

Vu la lettre de Maître Laurent NIEDNER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, déposée au greffe du tribunal administratif le 26 juillet 2007, par laquelle il est indiqué qu'il assiste Maître MOYSE dans le cadre du présent litige ;

Vu les articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Maîtres François MOYSE et Laurent NIEDNER pour les demandeurs et Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER entendus en leurs plaidoiries respectives.

Le ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, ci-après dénommé « *le ministre* », délivra en date du 23 janvier 2004 l'autorisation n° .../B à la société anonyme X. s.a. en vue de l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques dont la gérance est assurée par Monsieur ... et en date du 1^{er} décembre 1997 l'autorisation n° .../B à la société à responsabilité limitée Y. s.à r.l. en vue de l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques dont la gérance est assurée par Monsieur

En date du 29 mars 2007, le ministre fit parvenir à Monsieur ... un courrier de la teneur suivante :

« Suite à un procès-verbal effectué le 14 mars 2007 par la Police Grand-Ducale de Luxembourg, de nombreuses irrégularités et infractions ont été constatées, aussi bien en matière de droit social et de travail qu'en ce qui concerne l'entrée et le séjour d'étrangers.

Il s'avère en effet que vous exploitez notamment des cabarets (Y. SARL, X. SA et ... SARL) au mépris des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en particulier en ce qui concerne vos obligations professionnelles et sociales.

Ainsi, vous utilisez les services « d'artistes » que vous prétendez « indépendantes » afin de ne pas matérialiser cette relation de travail par un contrat de travail en bonne et due forme, conformément à la jurisprudence désormais abondante et constante des tribunaux luxembourgeois.

Ces dernières devraient d'ailleurs être titulaires d'une autorisation d'établissement pour se livrer à ces activités « d'artiste » de manière indépendante ainsi que, le cas échéant, d'une autorisation de séjour.

Ce faisant, vous auriez alors recours au travail clandestin au sens de la loi du 3 août 1977, ce qui pour le moins compromettrait votre honorabilité professionnelle et justifierait la révocation des autorisations reposant sur votre personne ainsi que la fermeture subséquente de vos établissements.

La loi d'établissement proscriit ce type de comportement puisque l'article 2 stipule : « Au cas où l'intéressé a violé ses obligations professionnelles légales, notamment au regard du droit d'établissement ou s'est soustrait aux charges sociales et fiscales que lui impose sa profession, l'autorisation peut être refusée ou révoquée. Ce

refus ou cette révocation peut intervenir sur demande du Centre commun de la sécurité sociale, de l'Administration des contributions directes, ou de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ».

Par ailleurs, vous n'êtes même pas en possession de l'autorisation nécessaire pour l'organisation de spectacles à caractère érotique, activité que vous exercez donc en violation de l'article 1^{er} de la loi d'établissement.

Dans ces conditions, je vous prie de vouloir prendre position quant à ces agissements et fournir le cas échéant d'éventuels éléments de nature à nuancer ou à atténuer votre responsabilité.

A défaut de fournir endéans quinzaine les explications et éléments requis, ou encore de vous engager à l'avenir à n'utiliser les services de ces « artistes » de cabaret que sur base d'un contrat d'emploi assorti, le cas échéant, d'un permis de travail ainsi qu'à régulariser votre situation en ce qui concerne la violation de l'article 1^{er} de la loi d'établissement, c.à.d. l'exercice d'une activité sans autorisation, je serais au regret de devoir procéder à la révocation des autorisations d'établissement reposant sur votre personne conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de la loi d'établissement du 28 décembre 1988. »

Ce courrier ministériel fut suivi d'une prise de position circonstanciée en date du 16 avril 2007 de la part du mandataire de Monsieur

Le ministre adressa en date du 18 mai 2007 un courrier avec le libellé qui suit au mandataire des sociétés Y. s.à r.l., X. et ... s.à r.l. :

« Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, j'ai soumis votre lettre explicative, ensemble avec les dossiers de votre client, pour avis à la commission consultative.

La commission consultative estime que vos explications et observations ne permettent guère de justifier la situation de votre mandant.

Les sociétés émargées ne disposent, depuis leur création, que d'une autorisation d'établissement pour l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisés et non-alcoolisés.

Au vu du procès-verbal de la Police Grand-Ducale du 14 mars 2007, il s'avère cependant qu'ils organisent depuis longue date, sans disposer des autorisations requises, des spectacles érotiques au sens de l'article 3 alinéa 4 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Actuellement, lesdits établissements ne disposent toujours pas des autorisations requises.

La commission se permet de vous rappeler que cette façon d'agir est constitutive d'une infraction pénale et risque d'exposer votre client à une peine d'emprisonnement, une amende, la fermeture de ses établissements, voire même à une interdiction professionnelle. A ce sujet, l'introduction d'une demande d'autorisation, le 19 avril 2007, ne saurait changer le problème.

Votre argumentation d'après laquelle les « artistes » verbalisées le 14 mars dernier dans les établissements de votre client seraient des intermittents du spectacle est incorrecte.

A ce sujet, la commission se permet de vous renvoyer aux commentaires des articles du projet de loi ayant mené par après à la loi modifiée du 30 juillet 1999 sur le statut de l'artiste professionnel indépendant, dans lesquels il ressort que « (...) Sont considérés comme « intermittents du spectacle » notamment les artistes interprètes (artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, artistes de variétés – à l'exception de ceux des cabarets night-clubs – musiciens et chefs d'orchestre (...)) ».

L'ensemble de votre argumentation relative aux artistes de spectacles est donc inappropriée en l'espèce.

La loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, contrairement à ce que vous affirmez, s'applique donc bel et bien à la présente situation de fait.

L'article 20 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ne saurait non plus trouver application en l'espèce, alors qu'aucune des « artistes » verbalisées ne remplit les conditions posées par cet article.

Les différents arguments étayés dans votre courrier du 16 avril dernier manquent de fondement et ne sauraient donc légitimer la situation de votre client.

Les faits constatés par le procès-verbal de la Police Grand-Ducale du 14 mars 2007 ne laissent par contre pas le moindre doute que pour l'ensemble des établissements émarginés votre client est en infraction aux dispositions de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ainsi qu'aux articles 571-1 et suivants du Code du Travail concernant le travail clandestin.

La commission estime pour le surplus que la présente situation est à considérer comme d'autant plus grave alors que, malgré sa condamnation du 20 février 2006 pour des faits semblables, Monsieur ... ne cesse de manquer aux obligations qui lui sont imposées par les différents textes légaux, dont notamment [la] loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant,

d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ainsi qu'aux articles 571-1 et suivants du Code du Travail concernant le travail clandestin.

La commission consultative estime qu'il est ainsi établi que votre client a gravement manqué à ses obligations professionnelles légales, notamment celles qui lui sont imposées par la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Elle en déduit que votre client ne présente plus les conditions d'honorabilité requises par la prédite loi et a par conséquent proposé de procéder à la révocation des autorisations litigieuses.

Au vu de ce qui précède, je me rallie entièrement aux arguments de la commission consultative.

Par conséquent et conformément aux dispositions du règlement du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des Communes, vous disposez d'un délai de 8 jours à partir de la réception de la présente pour présenter d'éventuelles observations ou demander à être entendu en personne.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours par voie d'avocat à la Cour endéans trois mois auprès du Tribunal Administratif. »

Ce courrier fut suivi en date du 24 mai 2007 d'un courrier de la part du mandataire de Monsieur ..., par lequel ce dernier a non seulement pris position par rapport à certains éléments contenus dans le courrier ministériel précité du 18 mai 2007, mais a encore sollicité à être entendu dans ce dossier, ensemble avec son mandataire, afin d'« *exposer sa bonne foi* », en insistant plus particulièrement sur les incertitudes juridiques existantes dans le domaine du recrutement d'artistes de cabaret.

Il ressort d'un courrier adressé le 14 juin 2007 au ministre qu'une entrevue a effectivement eu lieu entre des représentants du ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, Monsieur ... ainsi que son mandataire, en date du 12 juin 2007, ledit courrier mentionnant encore que Monsieur ... s'est engagé lors de ladite entrevue et confirme ledit engagement dans le courrier en question de « *respecter dorénavant toutes les dispositions des lois et règlements et à ne plus engager des filles venant de pays de l'Union européenne soumis à autorisation de travail, sans autorisation de travail adéquate* », en soutenant qu'il n'aurait pas entendu violer délibérément la loi.

Le 9 juillet 2007, le ministre fit parvenir la décision ayant la teneur ci-après libellée, au mandataire des sociétés Y. et X. :

« J'accuse bonne réception de votre courrier du 14 juin 2007.

Je prends acte des diverses explications que vous, respectivement votre mandant, avez présenté[es] au Ministère lors des échanges de courrier ainsi que lors de l'entrevue au Ministère le 12 juin dernier.

Initialement, la commission consultative a estimé que vos explications et observations ne permettaient pas de justifier la situation de votre mandant. Les explications orales que vous et votre client ont pu présenter lors de l'entrevue du 12 juin dernier n'ont guère amélioré les choses.

Au contraire, votre mandant a confirmé que les sociétés émargées ne disposent, depuis leur création, que d'une autorisation d'établissement pour l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisés et non-alcoolisés [sic !], même s'il s'avère qu'ils organisent depuis longue date, sans disposer des autorisations requises, des spectacles érotiques au sens de l'article 3 alinéa 4 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Je me permets de vous rappeler que cette façon d'agir est constitutive d'une infraction pénale et risque d'exposer votre client à une peine d'emprisonnement, une amende, la fermeture de ses établissements, voire même à une interdiction professionnelle.

Votre argumentation d'après laquelle les « artistes » verbalisées le 14 mars dernier dans les établissements de votre client seraient des intermittents du spectacle est incorrecte.

*A ce sujet, je me permets de vous renvoyer aux commentaires des articles du projet de loi ayant mené par après à la loi modifiée du 30 juillet 1999 sur le statut de l'artiste professionnel indépendant, dans lesquels il ressort que [sic !] « (...) Sont considérés comme « intermittents du spectacle » notamment les artistes interprètes (artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, artistes de variétés – **à l'exception de ceux des cabarets night-clubs** – musiciens et chefs d'orchestre (...)) ».*

L'ensemble de votre argumentation relative aux artistes de spectacles est donc inappropriée en l'espèce.

La loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, contrairement à ce que vous affirmez, s'applique donc bel et bien à la présente situation de fait.

L'article 20 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ne saurait non plus trouver application en l'espèce, alors qu'aucune des « artistes » verbalisées ne remplit les conditions posées par cet article.

Les différents arguments étayés dans votre courrier du 16 avril dernier manquent de fondement et ne sauraient donc légitimer la situation de votre client.

Les faits constatés par le procès-verbal de la Police Grand-Ducale du 14 mars 2007 ne laissent par contre pas le moindre doute que pour l'ensemble des établissements émargés votre client est en infraction aux dispositions de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ainsi qu'aux articles 571-1 et suivants du Code du Travail concernant le travail clandestin.

J'estime pour le surplus que la présente situation est à considérer comme d'autant plus grave alors que, malgré sa condamnation du 20 février 2006 pour des faits semblables, Monsieur ... ne cesse de manquer aux obligations qui lui sont imposées par les différents textes légaux, dont notamment [la] loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ainsi qu'aux articles 571-1 et suivants du Code du Travail concernant le travail clandestin.

Les explications fournies par votre client viennent confirmer mon appréciation initiale.

Ainsi, l'argument que les dispositions légales et réglementaires ne cesseraient de changer au fil des années ne saurait légitimer la situation de votre client. Le principe que nul n'est censé ignorer la loi s'applique de façon générale à tous les citoyens et ressortissants luxembourgeois, donc également à votre client. Professionnel de longue date, votre client disposait de la possibilité de se faire conseiller et assister à ce niveau par des spécialistes.

Pour le surplus, les explications fournies par votre client lors de l'entrevue me donnent plutôt l'impression que sa façon de procéder n'était pas due à l'ignorance de la situation légale actuelle mais plutôt à un calcul, voire une nécessité économique.

Ce genre de considérations ne saurait cependant justifier l'inobservation continue de certaines dispositions légales et réglementaires, dont notamment [la] loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ainsi qu'aux articles 571-1 et suivants du Code du Travail concernant le travail clandestin.

J'estime qu'il est ainsi établi que votre client a gravement manqué à ses obligations professionnelles légales, notamment celles qui lui sont imposées par la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

J'en déduis que votre client ne présente plus les conditions d'honorabilité requises par la prédite loi de sorte que, conformément aux articles 2 et 3 modifiée [sic !] du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant,

d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, je me vois obligé de révoquer les autorisations d'établissement émargées.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours par voie d'avocat à la Cour endéans trois mois auprès du Tribunal Administratif. »

Le 24 juillet 2007, la société anonyme X. s.a., la société à responsabilité limitée Y. s.à r.l. et Monsieur ... ont fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des deux lettres précitées du ministre datées des 18 mai et 9 juillet 2007 et par requête déposée le même jour, ils sollicitent le sursis à exécution de ces *décisions* sinon l'institution d'une mesure de sauvegarde en attendant que le recours au fond soit toisé.

Ils font tout d'abord exposer que l'exécution des *décisions* critiquées risquerait de leur causer un préjudice grave et définitif, en ce qu'elles auraient pour conséquence la fermeture immédiate de leurs établissements et partant la cessation de leurs activités commerciales, de sorte qu'ils seraient de ce fait dans l'impossibilité de percevoir des revenus, ce qui leur causerait un préjudice économique et financier « *très conséquent* », entraînant qu'ils se trouveraient dans l'impossibilité absolue de faire face à leurs obligations commerciales en ayant pour conséquence inéluctable leur faillite.

En ce qui concerne la situation individuelle de Monsieur ..., ils font exposer que l'exécution des décisions ministérielles critiquées entraînerait dans son chef la fin de toute activité commerciale, puisqu'il serait l'« *exploitant* » des activités commerciales visées par les autorisations révoquées et que ces activités constitueraient sa seule source de revenus. Par ailleurs, la fermeture de ses établissements aurait pour conséquence de porter gravement atteinte à son honneur ainsi qu'à sa réputation, en lui causant ainsi un préjudice irréparable.

Quant au caractère sérieux des moyens invoqués quant au fond du recours introduit, les demandeurs font soutenir tout d'abord que les *décisions* critiquées violeraient l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, en ce qu'elles auraient été prises en dehors de toute initiative de leur part et sans qu'ils n'aient eu la possibilité d'être entendus. Les demandeurs soutiennent dans ce contexte que du fait d'avoir indiqué dans la *décision* précitée du 18 mai 2007 les voies de recours applicables, le ministre aurait considéré cet écrit comme constituant une décision administrative, puisque la décision du ministre aurait déjà été prise avant la rédaction de cet écrit, nonobstant le fait que celui-ci accorde à Monsieur ... le droit d'être entendu.

Les demandeurs estiment en deuxième lieu, pour le cas où il ne devrait pas être considéré que le moyen basé sur l'article 9 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979 était à considérer comme étant sérieux et de nature à justifier un sursis à exécution des décisions litigieuses, que le moyen invoqué au fond quant à une erreur d'appréciation commise par le ministre au sujet de l'honorabilité professionnelle de Monsieur ... devrait être considéré comme étant assez sérieux pour justifier le sursis à exécution des

décisions. Dans ce contexte, ils exposent que les décisions litigieuses seraient basées sur deux éléments différents, à savoir, d'une part, le défaut par eux d'être en possession d'une autorisation d'établissement « *complémentaire* » relative à l'organisation de spectacles à caractère érotique et, d'autre part, le fait par eux d'avoir engagé des travailleurs sans que ceux-ci ne soient en possession de permis de travail.

En ce qui concerne le premier élément, les demandeurs font soutenir que ce type d'autorisation serait « *assez nouveau* », puisqu'il ne daterait que de l'année 2004, du fait de n'avoir été introduit que par la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ; 2. le Code des Assurances sociales et qu'ils n'auraient pas eu une « *information adéquate à ce sujet* ». Ils font encore soutenir dans ce contexte qu'un complément d'autorisation a été « *immédiatement demandé* » après qu'ils avaient eu connaissance de cette exigence légale.

En ce qui concerne le deuxième élément se trouvant à la base des décisions litigieuses, les demandeurs font valoir que les artistes roumaines auraient été engagées sur base d'un contrat d'indépendant et qu'ils seraient persuadés que ces personnes n'avaient pas besoin d'autorisations de travail, en leur qualité de citoyennes de l'Union européenne. Ils ajoutent qu'il existerait un « *flou* » en ce qui concerne le statut légal des artistes travaillant dans les cabarets, dans la mesure où ledit statut aurait changé à plusieurs reprises, en soulignant que le gouvernement aurait dû abandonner le système des quotas légaux applicable aux artistes, de sorte qu'il leur aurait été difficile de savoir exactement quelles dispositions légales s'appliqueraient aux artistes travaillant dans leurs cabarets.

En ce qui concerne les faits constatés par le procès-verbal de police dont question dans la décision litigieuse, les demandeurs attirent l'attention sur le fait que les faits ainsi retenus ne seraient pas constitutifs d'une infraction pénale, aucune condamnation pénale pour les faits en question n'ayant été prononcée à la date de ce jour, ledit procès-verbal faisant simplement état d'une présomption d'occupation de travailleurs clandestins. Ils estiment toutefois que cette infraction ne saurait être considérée comme étant certaine, étant donné qu'au cas où un tribunal arriverait à la conclusion que les personnes en question ne seraient pas soumises à l'obligation d'être en possession d'un permis de travail, aucune infraction pénale ne pourrait être retenue à leur encontre.

En tout état de cause, les demandeurs estiment que leur façon d'agir ne saurait être qualifiée de comportement grave justifiant un retrait des autorisations d'établissements visées.

Au cours de leurs plaidoiries, les demandeurs présentent, sur base d'une note de plaidoiries, un historique concernant le régime juridique des artistes de cabarets, dont il ressort que pendant une certaine période, le gouvernement aurait exigé des permis de travail dans le chef desdits artistes, pour, vers l'année 1994, abandonner ce système, en considérant à cette époque lesdits artistes comme des indépendants, et non comme des salariés, système qui n'aurait toutefois pas été accepté par une certaine jurisprudence des

juridictions ordinaires. Il ressort encore desdits développements qu'au moins pendant une certaine période, le ministère de la Justice a remis aux intéressés des contrats de travail standards, en plusieurs versions linguistiques, qui auraient dû être conclus entre les cabarets et lesdits artistes.

Il ressort encore des plaidoiries à l'audience qu'en ce qui concerne la situation juridique des salariés venant des nouveaux Etats membres de l'Union européenne, il n'était pas clair si ceux-ci pouvaient encore être soumis à l'obligation d'être en possession de permis de travail, au vu notamment du principe de la libre circulation des salariés entre les Etats membres de l'Union européenne.

Enfin, il se dégage desdites explications à l'audience que les demandeurs ne sont pas persuadés qu'en vertu de la loi précitée du 28 décembre 1988, une autorisation spécifique devait être sollicitée pour l'organisation de spectacles à caractère érotique.

Au cours de sa plaidoirie, et avant tout développement quant au fond du litige, le délégué du gouvernement a estimé que les développements contenus dans la note de plaidoiries versée au début de l'audience et dont lecture a été donnée par l'un des mandataires des demandeurs, contiendraient des moyens juridiques nouveaux, non contenus dans leur recours au fond, de sorte qu'ils ne pourraient pas être pris en considération, dans la mesure où le juge de l'urgence pouvait seulement avoir égard aux moyens développés dans le recours au fond dont est saisi le tribunal.

Les mandataires des demandeurs ont toutefois estimé que loin de constituer des moyens nouveaux, les explications fournies au cours de l'audience pourraient tout au plus être considérées comme constituant des arguments nouveaux des moyens développés, même si c'est de manière sommaire, dans leur recours au fond, l'intégralité du raisonnement ainsi exposé ayant pour objet de démontrer que les faits leur reprochés ne pourraient pas être de nature à porter atteinte à l'honorabilité professionnelle de Monsieur

Le soussigné, au stade actuel de l'instruction du litige, considère que les développements contenus dans la note de plaidoiries des demandeurs, dont lecture a été donnée au cours de l'audience des plaidoiries, constituent une amplification des moyens contenus dans le recours au fond, même si ces développements supplémentaires sont beaucoup plus détaillés que ceux se trouvant à l'appui des moyens contenus dans ledit recours au fond. Le soussigné prendra partant en considération lesdits développements supplémentaires dans la mesure où, tel qu'allégué par les demandeurs, ils ont pour objet de démontrer le sérieux de leurs moyens et plus particulièrement le fait que les comportements incriminés ne seraient pas de nature à porter atteinte à l'honorabilité professionnelle de Monsieur ..., au vu de la situation juridique incertaine en la matière, étant entendu que la note de plaidoiries a essentiellement, sinon exclusivement pour objet de démontrer l'insécurité juridique existant au sujet du statut des artistes indépendants travaillant dans les cabarets situés au Luxembourg.

Il s'ensuit que le moyen afférent présenté par le représentant étatique est à rejeter.

En ce qui concerne le caractère sérieux du moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 9 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979, le délégué du gouvernement soutient que la lettre précitée du ministre du 18 mai 2007 ne serait pas à considérer comme constituant une décision, malgré l'indication erronée des voies de recours dans ledit courrier, celui-ci ayant exclusivement pour objet d'informer les demandeurs de l'intention du ministre de prendre des décisions à leur encontre en leur donnant la possibilité, conformément à l'article 9 en question, d'exposer leur point de vue, ce qui aurait d'ailleurs été rendu possible lors de la réunion qui a eu lieu entre des fonctionnaires du ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et Monsieur Ce moyen ne serait partant pas à considérer comme étant sérieux, dans la mesure où aucune violation de l'article 9 ne pourrait être reprochée au ministre.

En ce qui concerne le sérieux du deuxième moyen soulevé par les demandeurs, le représentant étatique soutient que Monsieur ... ne saurait valablement prétendre avoir été de bonne foi, dans la mesure où il a été condamné par un jugement du tribunal d'arrondissement, chambre correctionnelle, du 22 juin 2005, pour avoir « *embauché des étrangers non munis d'un permis de travail lorsque ces travailleurs sont soumis à l'obligation du permis de travail* » pour avoir embauché une personne originaire de Russie et une autre personne originaire de Hongrie dans l'établissement exploité par la société anonyme X. s.a..

Le délégué du gouvernement expose par ailleurs que ce serait à tort que les demandeurs feraient simplement état d'artistes roumaines qui auraient été engagées par eux, étant donné qu'il ressortirait du procès-verbal de la police grand-ducale du 14 mars 2007 que non seulement des artistes roumaines auraient été engagées par les établissements litigieux, mais également des ressortissantes de l'Albanie, du Sénégal, ainsi que de la République Dominicaine. Il ne saurait partant être soutenu que toutes les personnes engagées par les demandeurs ne nécessiteraient pas de permis de travail en vertu de leur qualité de ressortissantes communautaires, dans la mesure où, en tout état de cause, les ressortissantes d'Etats qui ne sont pas membres de l'Union européenne devraient bénéficier de permis de travail.

Le représentant étatique se réfère encore à un jugement rendu par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, chambre correctionnelle, en date du 19 février 2004, par lequel ledit tribunal a retenu que les artistes travaillant dans les cabarets devraient être en possession de permis de travail et ne sauraient être considérés comme ayant le statut d'indépendantes, en soutenant que ladite jurisprudence aurait été confirmée par la suite par d'autres jugements. Il ne saurait partant être reproché au ministre d'avoir commis une erreur d'appréciation manifeste dans le cadre de son évaluation de l'honorabilité professionnelle de Monsieur

En ce qui concerne l'existence d'un préjudice grave et définitif, le représentant étatique expose que malgré les révocations litigieuses, les demandeurs continueraient l'exploitation de leurs commerces, nonobstant le fait qu'ils ne disposeraient pas des autorisations spéciales pour l'organisation de spectacles à caractère érotique. Pour le

surplus, le représentant étatique est d'avis que les demandeurs ne devraient pas voir leurs survies économiques mises en danger du fait de la fermeture éventuellement temporaire de leurs établissements.

Les mandataires des demandeurs insistent encore sur le fait que ceux-ci étaient persuadés qu'ils n'avaient pas besoin de solliciter des permis de travail, que ce soit pour les ressortissantes de l'Union européenne ou pour celles venant de pays tiers.

En vertu de l'article 11 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer aux requérants un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux.

L'article 12 de la même loi précitée dispose que le président du tribunal administratif peut au provisoire ordonner toutes les mesures nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties ou des personnes qui ont intérêt à la solution d'une affaire dont est saisie le tribunal administratif, à l'exclusion des mesures ayant pour objet des droits civils.

Sous peine de vider de sa substance l'article 11 de la même loi, qui prévoit que le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer aux requérants un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux, il y a lieu d'admettre que l'institution d'une mesure de sauvegarde est soumise aux mêmes conditions concernant les caractères du préjudice et des moyens invoqués à l'appui du recours. Admettre le contraire reviendrait en effet à autoriser le sursis à exécution d'une décision administrative alors même que les conditions posées par l'article 11 ne seraient pas remplies, le libellé de l'article 12 n'excluant pas, a priori, un tel sursis qui peut à son tour être compris comme mesure de sauvegarde.

En l'espèce, la condition du risque d'un préjudice grave et définitif est remplie. En effet, en cas de fermeture, même provisoire, des établissements litigieux, ceux-ci connaîtront immédiatement des problèmes financiers en raison du montant élevé des frais fixes. Leurs réputations, et plus particulièrement celle de Monsieur ..., risquent également d'être définitivement entamées. De plus, les employés des établissements se verront confrontés à des licenciements pour motifs économiques et dans l'éventualité d'une réformation ou annulation des décisions litigieuses portant révocation des autorisations d'établissement par le juge du fond, les demandeurs risquent d'avoir perdu définitivement tout ou partie de leur clientèle.

Concernant le sérieux des moyens invoqués au fond, et tout d'abord le moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 9 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979, il y a lieu de retenir que ce moyen ne semble pas assez sérieux pour justifier un sursis à

exécution, au vu des explications fournies par le délégué du gouvernement, dans la mesure où il y a lieu de considérer, au-delà de l'indication éventuellement erronée des voies de recours dans la lettre litigieuse du 18 mai 2007, que cette lettre avait simplement pour objet de prévenir les demandeurs de ce qu'une décision était susceptible d'être prise à leur encontre, et portant révocation de leurs autorisations d'établissement respectives, en leur permettant le cas échéant de développer leurs prises de position avant la prise de décisions afférentes, ce qui a effectivement pu être fait, tel que l'admettent les demandeurs eux-mêmes. Il suit de ce qui précède que pour les besoins des présentes, seule la lettre précitée du 9 juillet 2007 sera considérée comme constituant une décision administrative susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux.

En ce qui concerne le deuxième et dernier moyen soulevé par les demandeurs à l'appui de leur recours au fond, et tiré d'une erreur manifeste d'appréciation qu'aurait commise le ministre dans le cadre de l'appréciation de l'honorabilité professionnelle de Monsieur ..., il échet de retenir qu'au stade actuel de l'instruction du litige, il n'est pas exclu que le tribunal, statuant au fond, arrive à la conclusion que le simple fait par les demandeurs d'avoir conclu des contrats pour artistes indépendants avec des personnes, ressortissantes ou non d'Etats membres de l'Union européenne, travaillant en tant qu'artistes de cabaret dans leurs établissements, soit à lui seul suffisant pour entamer l'honorabilité professionnelle du dirigeant desdits établissements, à savoir Monsieur ... à tel point que les autorisations d'établissement respectives doivent être révoquées, en considération notamment de l'insécurité juridique dont les demandeurs ont valablement pu se prévaloir tant en ce qui concerne la question de savoir si lesdites artistes doivent bénéficier d'un permis de travail qu'en ce qui concerne la situation des ressortissantes des nouveaux Etats membres de l'Union européenne et plus particulièrement de la Roumanie, du point de vue notamment du principe de la libre circulation des salariés au sein de l'Union européenne, étant relevé dans ce contexte qu'il n'a pas été établi en cause que le Luxembourg se soit doté d'une base légale appropriée pour introduire une période transitoire au cours de laquelle les ressortissants notamment de la Roumanie ne bénéficient pas des mêmes droits, notamment en matière de permis de travail, que les ressortissants des anciens Etats membres de l'Union européenne.

En outre, en ce qui concerne le prétendu défaut par les établissements litigieux de disposer d'une autorisation spécifique pour l'organisation de spectacles à caractère érotique, il échet de relever, comme l'ont exposé les demandeurs, qu'il ne ressort pas de manière claire de l'article 3 de la loi précitée du 28 décembre 1988, qu'une telle autorisation devra être sollicitée pour l'organisation de tels spectacles, le libellé de l'alinéa 5 dudit article 3 n'étant pas assez affirmatif pour qu'une telle conclusion puisse en être dégagée en l'absence de tout doute. Par ailleurs, même à supposer qu'une telle autorisation soit exigée dans le chef des exploitants d'établissements organisant des spectacles à caractère érotique, il n'est pas sûr si le tribunal, statuant au fond, arrive à la conclusion que le simple fait par un établissement organisant des spectacles à caractère érotique de ne pas disposer d'une telle autorisation spéciale soit suffisant pour entraîner dans le chef du gérant dudit établissement, dans le chef duquel une autorisation d'établissement a été émise pour l'exercice d'autres activités commerciales, une atteinte à son honorabilité professionnelle de telle sorte que ladite autorisation d'établissement

doive être révoquée, au cas où il bénéficie d'une telle autorisation pour d'autres activités commerciales, au-delà de l'interdiction de l'organisation de tels spectacles à défaut d'être en possession de l'autorisation afférente.

Il suit de ce qui précède que le deuxième moyen invoqué au fond est à considérer comme assez sérieux au stade actuel de l'instruction du litige pour faire droit au recours sous analyse.

Eu égard à l'ensemble des éléments ci-avant développés, il y a lieu de faire droit à la demande tendant au sursis à l'exécution de la décision portant révocation des autorisations d'établissement n° .../B de la société X. s.a. et n° .../B de la société à responsabilité limitée Y. s.à r.l..

Par ces motifs,

le soussigné, premier vice-président du tribunal administratif, siégeant en remplacement du président légitimement empêché, statuant contradictoirement et en audience publique,

reçoit la demande en sursis sinon en institution d'une mesure de sauvegarde en la forme,

au fond la déclare justifiée, partant ordonne qu'il soit sursis à l'exécution de la décision du ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement du 9 juillet 2007 portant révocation des autorisations d'établissement n° .../B de la société anonyme X. s.a. et n° .../B de la société à responsabilité limitée Y. s.à r.l., en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur le mérite du recours au fond, introduit le 24 juillet 2007, inscrit sous le numéro 23260 du rôle ;

réserve les frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 7 août 2007 par M. Schockweiler, premier vice-président du tribunal administratif, en présence de M. Legille, greffier.

s. Legille

s. Schockweiler